

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 Orléans

Orléans, le 10/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PMC ISOICHEM**

4 rue Marc Sangnier  
45300 Pithiviers

Références : VAT20250539  
Code AIOT : 0010001230

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2025 dans l'établissement PMC ISOICHEM implanté 4 rue Marc Sangnier 45300 Pithiviers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PMC ISOICHEM
- 4 rue Marc Sangnier 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010001230
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'entreprise PMC ISOICHEM est spécialisée dans la chimie à façon pour le secteur pharmaceutique.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	SGS – Identification et évaluation des risques – Méthodologie	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
10	Déclaration d'incident	Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PPAM – Formation du personnel des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	SGS – Identification et évaluation des risques – Cadre d'application	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-2	Sans objet
4	SGS – Gestion des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Sans objet
5	SGS – Mise en œuvre des MMR – Installations	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet
6	SGS – Mise en œuvre des MMR – Contrôles	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet
7	SGS – Gestion des situations d'urgence – Procédures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-5	Sans objet
8	SGS – Gestion	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des situations d'urgence – Exercices	article Annexe I-5	
9	Fiches de synthèse	Arrêté Préfectoral du 28/01/2022, article 5.1.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : PPAM – Formation du personnel des entreprises extérieures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Formation du personnel extérieur
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 26/11/24, l'inspection avait relevé le défaut de formation des livreurs d'hydrogène mis en évidence par l'accident du 11 avril 2024. Elle avait alors souligné à l'exploitant que l'engagement de formation réalisé contractuellement par son prestataire de livraison ne la dispensait pas de s'assurer de cette bonne formation.</p> <p>Lors de la visite du 24/10/25, l'exploitant indique à l'inspection s'être renseigné auprès de son prestataire sur la formation dispensée à ses livreurs. Il s'est ainsi procuré plusieurs diapositives issues du module de formation, qu'il transmet à l'inspection et dont il indique avoir jugé le contenu satisfaisant.</p> <p>Il précise en outre qu'une consigne a été mise en place afin que l'attestation de formation des livreurs soit systématiquement contrôlée lors de leur accueil sur site. Il indique que cette vérification n'est pas tracée mais que tout écart le serait. Il annonce enfin que toutes les livraisons réalisées en 2025 ont été effectuées par des livreurs formés et précise que si un livreur non formé venait à se présenter, il serait alors accompagné tout au long de son intervention par un agent compétent de PMC.</p>

Absence d'écart.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 2 : SGS – Identification et évaluation des risques – Cadre d'application**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le manuel SGS (système de gestion de la sécurité), dans sa version L approuvée le 31/10/24, indique dans sa sous-partie n°2 que les risques d'accidents majeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ont été initialement identifiés et évalués lors de l'élaboration de l'étude de dangers du site ;</li> <li>- sont ré-identifiés et réévalués lors des révisions ou mises à jour quinquennales de l'étude de dangers.</li> </ul> <p>En parallèle, le manuel précise que, pour tout nouveau procédé (nouveau produit mis en œuvre, nouvelle rubrique ICPE, nouveau procédé technique, etc.), une analyse préliminaire de risque (APR) est réalisée afin d'identifier un éventuel nouveau scénario d'accident qui est, le cas échéant, évalué.</p> <p>Cette analyse permet en outre de définir les mesures de sécurité fonctionnelles et organisationnelles nécessaires et rédiger le mode opératoire et la revue de lancement. Elle permet aussi d'élaborer la fiche de synthèse, transmise à la DREAL en application de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 28/01/22.</p> <p>L'exploitant indique également qu'un réexamen de l'APR est effectué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour toute réaction non réalisée sur le site pendant une période minimale d'un an, conformément à l'article 3.5.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 27/03/06 ;</li> <li>- lorsque le procédé fait l'objet d'une demande de modification.</li> </ul> <p>Lors de la visite, l'inspection interroge l'exploitant sur l'existence d'un processus prévoyant la ré-identification et réévaluation périodique des scénarios d'accidents majeurs sur la base des retours d'expérience interne et externe, en dehors des révisions ou mises à jour quinquennales de l'étude de dangers.</p> <p>En réponse, l'exploitant met en avant sa structuration pour la remontée d'informations. Il indique suivre, dans le cadre de sa démarche qualité, l'ensemble des écarts aux procédures ainsi que la totalité des situations dangereuses, des incidents et des accidents, qui sont traités au court de réunions pluridisciplinaires (impliquant les responsables maintenance/travaux neufs, HSE et production) afin d'identifier l'ensemble des actions correctives nécessaires. Il souligne alors, qu'à cette occasion, il pourrait être décidé de réviser une APR.</p> <p>Il indique également bénéficier des retours des 2 autres sites du groupe qui ont des activités</p>

<p>similaires et que le rôle de veille externe est réalisé au travers du responsable HSE du groupe ainsi que grâce aux remontées d'information issues du réseau France Chimie.</p> <p>Il indique toutefois que, bien que cette analyse soit effectuée au travers de ces différents cas, il ne dispose pas d'une procédure dédiée permettant de tracer l'analyse de ré-identification et réévaluation des risques d'accidents majeurs réalisées dans le cadre des remontées d'informations. Cette absence de traçabilité est compensée par la mutualisation des données sur les 3 sites du groupe PMC qui garantit selon l'exploitant l'absence de manque pour les scénarios d'accidents majeurs.</p> <p>Le cadre prévu par l'exploitant pour l'identification et l'évaluation des risques d'accident majeur permet un suivi satisfaisant des scénarios susceptibles de se produire sur ses installations.</p>
<p>Pas d'écart constaté. Le cadre prévu par l'exploitant pour l'identification et l'évaluation des risques d'accident majeur permet un suivi satisfaisant des scénarios susceptibles de se produire sur ses installations. L'inspection appelle toutefois l'exploitant à formaliser la démarche menée dans le cadre des remontées d'information.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection la procédure d'identification des risques d'accidents majeurs menée dans le cadre des remontées d'information.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : SGS – Identification et évaluation des risques – Méthodologie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations.</p> <p>Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection examine les méthodologies utilisées par l'exploitant pour l'identification des scénarios d'accident majeur et pour l'évaluation de leurs niveaux de probabilité et de gravité.</p> <p>A cet effet, l'inspection consulte la procédure PIT 210 qui définit les modalités de réalisation des APR. Cette procédure définit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le cadre d'application des APR ;</li> <li>- la composition du groupe de travail pluridisciplinaire chargé de la réalisation de l'analyse ;</li> <li>- les objectifs de l'analyse ;</li> <li>- les documents nécessaires pour effectuer l'analyse ;</li> <li>- le modèle de compte-rendu.</li> </ul> <p>L'inspection constate que le modèle de compte-rendu prévoit une sous-partie dédiée aux risques</p>

accidentels, où l'exploitant renseigne si le procédé est susceptible d'être à l'origine d'un scénario d'accident majeur. La procédure ne précise toutefois pas les modalités exactes selon lesquelles cette identification et l'évaluation subséquente sont réalisées.

En outre, l'inspection constate, sur la base de deux APR récemment réalisées, que l'exploitant ne décrit pas l'analyse ayant permis de déterminer si le procédé est susceptible d'être à l'origine d'un scénario d'accident majeur.

Lors de la visite, l'exploitant indique que l'APR est réalisée :

- en confrontant la synthèse aux procédés déjà réalisés sur le site dans le but d'identifier les éventuels scénarios identiques ou proches ;
- en vérifiant le respect des seuils ICPE ;
- en listant l'ensemble des opérations nécessaires et en élaborant des recommandations de sécurité proportionnées ;
- en identifiant les réactions chimiques dangereuses ;
- en intégrant le bilan de l'analyse de risques effectuée dans l'étude de sécurité, réalisée en amont par le laboratoire "sécurité des procédés".

L'inspection constate toutefois, sur la base des deux études de sécurité correspondantes aux deux APR précitées, que ces analyses ne portent que sur les risques "liés à la sécurité thermique du procédé", qui sont "développés de façon non exhaustive", et ne développent pas "les risques liés à la manipulation des produits, à la génération potentielle de gaz ou volatils toxiques".

Aussi, l'inspection questionne l'exploitant sur l'existence d'une analyse complémentaire concernant les risques liés aux aspects non-développés par l'étude de sécurité. A titre d'exemple, l'inspection évoque une synthèse nouvellement mise en œuvre par l'exploitant et indiquée comme n'étant pas susceptible d'être à l'origine d'un scénario d'accident majeur dans son APR malgré un dégagement de dioxyde de soufre et d'acide chlorhydrique (neutralisés par passage dans une colonne de soude) ; l'inspection interroge l'exploitant sur l'analyse qui a permis d'exclure le dégagement de ces gaz toxiques en cas de défaillance de la colonne d'abattage comme un scénario d'accident majeur.

**L'exploitant indique que l'APR effectuée a permis d'identifier ce risque et de prévoir des barrières de sécurité proportionnées mais reconnaît ne pas avoir évalué s'il était susceptible de conduire à un accident majeur.**

L'inspection questionne également l'exploitant sur les modalités d'évaluation des niveaux de probabilité et de gravité associés à un scénario d'accident majeur. A cet effet, l'inspection prend l'exemple d'une autre synthèse nouvellement mise en œuvre par l'exploitant, dont l'APR conclut qu'elle est susceptible d'être à l'origine d'un scénario d'accident majeur déjà existant dans l'étude de dangers et prévoit la mise en œuvre de la MMR existante. L'inspection interroge l'exploitant sur l'analyse ayant permis d'évaluer les niveaux de probabilité et de gravité du scénario et de conclure au bon dimensionnement de la MMR et à l'acceptabilité du risque.

**L'exploitant indique avoir effectué l'analyse par comparaison avec le scénario prévu dans l'étude de dangers mais ne pas l'avoir tracé dans l'APR.**

**Ecart. La méthodologie prévue pour la réalisation des APR ne prévoit pas :**

- l'identification systématique de l'ensemble des potentiels de dangers et des scénarios d'accidents susceptibles de se produire ;
- l'identification, parmi les scénarios susvisés et sur la base d'une analyse des conséquences associées, des scénarios relevant des accidents majeurs.

En outre, pour ces scénarios d'accidents majeurs, la méthodologie mise en place par l'exploitant ne prévoit pas l'évaluation systématique des niveaux de probabilité et de gravité et de

**l'acceptabilité des risques. Enfin, l'exploitant ne formalise pas l'ensemble de l'analyse menée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fait évoluer sa méthodologie afin de répondre aux constats relevés. L'analyse préliminaire des risques doit prévoir l'inventaire de l'ensemble des potentiels de dangers et des scénarios d'accident susceptibles de se produire afin de définir ceux relevant des accidents majeurs. Pour ces derniers, l'exploitant doit évaluer l'acceptabilité du risque et, le cas échéant, définir des éventuelles mesures de maîtrise des risques proportionnées. Le compte-rendu réalisé doit permettre de rendre compte de l'analyse menée par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 4 : SGS – Gestion des mesures de maîtrise des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des mesures de maîtrise des risques

**Prescription contrôlée :**

Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations.

Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.

**Constats :**

Le manuel SGS, dans sa version L approuvée le 31/10/24, indique dans sa sous-partie portant sur l'identification et l'évaluation des risques d'accidents majeurs que les MMR sont décrites et gérées via la procédure "PIT 292"

À la demande de l'inspection, l'exploitant fournit la dernière version de la procédure susvisée. Cette dernière est datée du 17/07/25.

Cette procédure prévoit que la liste des MMR et des barrières de sécurité, établie à la suite des analyses des risques des processus industriels sur les scénarios d'accidents majeurs, est éventuellement remise à jour dans les cas suivants :

- maîtrise des modifications (mode opératoire, procédure, modification ou création d'équipement) ;
- révision d'APR ;
- revue de lancement ;
- mise à jour ou révision de l'étude de dangers.

L'inspection relève que la révision d'APR est indiquée comme obligatoire pour les synthèses non effectuées depuis 2 ans alors que l'article 3.5.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 27/03/06 prévoit une échéance de 1 an. **L'inspection appelle l'exploitant à corriger cette erreur.**



Par sondage, l'inspection constate que les mesures de maîtrise des risques identifiées dans la dernière version de l'EDD pour l'utilisation du HCl gazeux sont bien décrites dans cette procédure. Les mesures d'entretien de ces MMR sont également conformes à celles prévues par l'EDD.

En outre, l'inspection note que la liste des mesures de maîtrise des risques liées à l'utilisation du HCl gazeux a été révisée en juin 2025 à la suite d'une APR ayant identifié ce besoin dans le cadre d'une nouvelle synthèse.

**Absence d'écart. L'exploitant tient à jour la liste des mesures de maîtrise des risques en lien avec les scénarios d'accidents majeurs identifiés.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : SGS – Mise en œuvre des MMR – Installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des mesures de maîtrise des risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.

**Constats :**

L'inspection vérifie sur le terrain la mise en place des mesures de maîtrise des risques liées à l'utilisation du HCl gazeux.

Elle constate que le poste HCl est équipé conformément à la procédure PIT 292 :

- d'une lyre semi-rigide permettant la connexion d'une bouteille de HCl à la ligne dédiée ;
- d'une vanne pneumatique pour la fermeture de la ligne ;
- d'un détecteur HCl au droit de l'emplacement pour la bouteille de HCl ;
- d'un détecteur de fumée situé au centre du poste ;
- de dispositifs d'arrêt d'urgence de type coup de poing à l'intérieur et à l'extérieur du poste ;
- d'un dispositif de suivi de la température du bain marie accueillant la bouteille HCl.

L'inspection constate en outre que le réacteur nouvellement équipé pour l'utilisation de HCl gazeux (suite à l'introduction de la nouvelle synthèse ayant entraîné la révision de la procédure PIT 292 en juin 2025) est bien doté d'un dispositif d'arrêt d'urgence de la ligne HCl à sa proximité.

**Absence d'écart.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : SGS – Mise en œuvre des MMR – Contrôles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des mesures de maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Par sondage, l'inspection vérifie que les mesures de contrôle des MMR sont bien réalisées conformément aux modalités et échéances prévues par la procédure PIT 292.  L'exploitant indique que le suivi de l'ensemble des contrôles est effectué via un logiciel de gestion de maintenance (GMAO) et présente à la demande de l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la justification du test de la ligne HCl à 30 bar en début de campagne : indiqué comme effectué le 28/08/25 pour le réacteur nouvellement équipé évoqué au point de contrôle précédent ;</li> <li>- la justification du contrôle annuel de la sécurité coupant la chauffe du bain marie en cas de dépassement de température de 38°C : indiqué comme effectué le 23/12/24 (avec une coupure à 36 °C) ;</li> <li>- la justification du contrôle semestriel du fonctionnement et de l'asservissement du détecteur HCl : indiqué comme effectué et rapport d'intervention du prestataire attestant du bon fonctionnement en date du 03/10/25.</li> <li>- la justification du contrôle semestriel du fonctionnement et de l'asservissement du détecteur de fumée : indiqué comme effectué et rapport d'intervention du prestataire attestant du bon fonctionnement en date du 06/10/25.</li> </ul> <b>Absence d'écart.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : SGS – Gestion des situations d’urgence – Procédures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des situations d’urgence
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li> <li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li> </ul>

**Constats :**

Le manuel du SGS prévoit que la maîtrise des situations d'urgence est assurée grâce au POI (PIT-164) qui est revu a minima tous les 3 ans. À la demande de l'inspection, l'exploitant fourni les dernières modifications effectuées sur son POI. La date de mise en service suite aux dernières révisions effectuées est indiquée au 21/09/25 et le document prévoit une échéance de relecture au 21/09/2028.

En outre, le manuel SGS prévoit que l'identification des situations d'urgence est réalisée au travers des conclusions de l'EDD et que le POI comprend entre autres :

- le schéma d'alerte ;
- le descriptif des différents secteurs du site ;
- la liste des personnes et services à contacter ;
- la communication à assurer en interne et en externe ;
- les évaluations de risque ;
- les "fiches réflexes" pour les situations d'urgence identifiées ;
- les procédures concernant l'utilisation des bassins de sécurité ;
- les consignes en cas d'incendie.

L'inspection constate que le POI comprend l'ensemble des éléments sus-cités et que les situations d'urgence qui y sont prévues sont bien conformes aux conclusions de l'EDD.

Enfin, le manuel SGS prévoit que le POI est complété par des procédures pour la gestion des situations dégradées (PIT-175) et pour l'utilisation de la boucle incendie et du système de déluge incendie (P-ITSE-067). L'inspection constate que ces procédures sont bien formalisées et tenues à jour, celles-ci ayant été révisées pour la dernière fois le 09/01/25 et le 12/07/2023, soit moins de 3 ans avant la date de l'inspection.

**Absence d'écart.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : SGS – Gestion des situations d'urgence – Exercices**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence

**Prescription contrôlée :**

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.

Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le manuel du SGS prévoit que le POI est testé sur un scénario identifié dans l'étude de dangers en collaboration avec le site voisin et les moyens de secours extérieurs a minima tous les 18 mois. L'exploitant indique qu'un tel exercice a été réalisé pour la dernière fois le 21/10/2025 et qu'il a en outre permis de tester la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux, en application de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. Il fournit à l'inspection le compte-rendu de cet exercice, ainsi que celui fournit par son prestataire pour ces prélèvements.</p> <p>Le manuel du SGS prévoit parallèlement que des exercices complémentaires sont réalisés régulièrement (5 exercices de journée dans l'année). Ceux-ci doivent notamment permettre de tester l'utilisation de la boucle incendie et du système de déluge incendie et faire intervenir les 5 équipes d'intervention constituées pour répondre à l'ensemble des cycles de travail (2 exercices par an pour chacune d'entre elles). À la demande de l'inspection, l'exploitant fournit les compte-rendus des derniers exercices réalisés. L'inspection constate que, sur l'année précédant l'inspection, 14 exercices ont été réalisés, dont 10 en journée et 4 en heures non ouvrées, et qu'ils ont fait intervenir chacune des 5 équipes 3 fois, à l'exception de l'équipe D qui est intervenue 2 fois.</p> <p>Sur cette base, l'inspection constate que les exercices réalisés sont bien conformes à la planification prévue par le manuel SGS. En outre, les comptes-rendus de ces exercices font bien l'objet d'un archivage par le service HSE.</p> <p><b>Absence d'écart.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Fiches de synthèse**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2022, article 5.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Fiches de synthèse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute nouvelle fabrication ou nouveau procédé de fabrication, sera soumis à une évaluation de l'impact sanitaire relative aux produits rejetés dans l'atmosphère (matières premières, produits intermédiaires et finis).</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, toute nouvelle fabrication fait l'objet d'une fiche de synthèse identifiant et caractérisant les risques sanitaires, les risques accidentels, etc. [...]. Ces éléments d'évaluation sont adressés à l'inspection des installations classées au moins 15 jours avant la production.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées :</p>

- le 11/03 (semaine 11) : une fiche de synthèse pour une fabrication prévue en semaine 13 ;
- le 18/04 (semaine 16) : une fiche de synthèse pour une fabrication prévue en semaine 18 ;
- le 25/03 (semaine 17) : une fiche de synthèse pour une fabrication prévue en semaine 19.

Ces fiches de synthèse reprennent les APR réalisées pour ces procédés, comme prévu par la procédure PIT 210.

**Absence d'écart.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Déclaration d'incident

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/03/2006, article 2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déclaration d'incident

##### **Prescription contrôlée :**

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

##### **Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées la survenue d'un incident lors de son exercice POI organisé le 21/10/25.

Dans l'attente de l'intervention du SDIS, l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie pour la maîtrise d'un feu fictif au niveau d'une pompe située dans la cuvette de rétention RT203-1 (cuves de solvants neufs) a conduit au remplissage de cette cuvette jusqu'à la rupture de son muret sud, la séparant de la cuvette de rétention RT210-6 (cuves de déchets). Ces deux cuvettes accolées se sont ainsi retrouvées réunies en une unique cuvette. Cette réunion ne génère pas de situation d'incompatibilité entre les matières stockées dans les différentes cuves, qui restent en outre associées à une capacité de rétention correctement dimensionnée au regard de leurs volumes. La modélisation des dangers thermiques reste valable, car les flux ont été modélisés pour les deux surfaces réunies. L'exploitant prévoit de faire vérifier la modélisation des flux toxiques par un bureau d'étude externe sous une semaine.

L'exploitant présente les actions menées immédiatement à la suite de cet événement :

- vidange de la rétention au réseau des eaux pluviales après mesure du carbone organique total ;
- enlèvement des gravats ;
- état des lieux des cuves : une cuve déplacée (autres ancrages sans impact visuel), 3 cuves dont

les parois ont été légèrement enfoncées par le choc des gravats du muret (sans pliure nette ni fuite), absence visuelle d'effet d'écrasement dû à la pression sur les cuves vides, absence d'impact sur les tresses de masse, absence de fuite au niveau des vannes de fond ;

- état des lieux des murets formant rétention à la suite de l'événement : réalisés en béton banché (et non en béton creux comme le muret ayant cédé) mais observation de fuites au niveau des jonctions ;

- envoi en révision des pompes immergées ;

- isolement de 2 cuves du réseau de détection du fait d'une perte d'étanchéité de la ligne pilote à leur niveau lors de l'événement (le système de déluge restant opérationnel).

En outre, l'exploitant présente les mesures compensatoires mises en œuvre (rondes de vérification pour pompage immédiat en cas de besoin, mise en place d'un flexible azote pour le soufflage des cuve déchets du fait d'une détérioration de la ligne) et un plan des actions prévues à court et moyen termes afin de réparer les dommages causés et évaluer le risque de réitération d'un tel événement (état des lieux visuel et technique des rétentions puis diagnostic par une société spécialisée).

Le 7/11/25, l'exploitant fournit par courriel un plan d'action actualisé indiquant les actions entreprises depuis la visite d'inspection (nettoyage de la rétention, révision ou remplacement des pompes impactées, mise à jour de la liste des rétentions, remise en état du réseau d'azote pour le soufflage des cuves de déchets, rendez-vous pris pour la mise en œuvre de diverses actions).

Le 10/12/25, l'exploitant transmet par courriel la fiche de notification d'incident dûment complétée ainsi que l'arbre des causes de l'événement

**Ecart. Absence de transmission du rapport d'incident dans le délai prescrit.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection un rapport d'incident détaillant les circonstances de l'événement et l'ensemble des actions menées et prévues. Il tient à jour ce document et tient l'inspection informée de l'avancée de son plan d'actions

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours